EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

QUATRIÈME SECTION

DÉCISION

Requête n° 40362/11
Giovanna Filomena RIOLO et Maria Teresa PIETRASANTA contre l'Italie
et 8 autres requêtes
(voir liste en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (quatrième section), siégeant le 3 septembre 2015 en un comité composé de :

Ledi Bianku, président,
Paul Mahoney,
Krzysztof Wojtyczek, juges,

et de Karen Reid, greffière de section,

Vu les requêtes susmentionnées introduites aux dates indiquées dans le tableau joint en annexe,

Vu les déclarations du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer les requêtes du rôle,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

La liste des parties requérantes figure en annexe. Elles ont été représentées devant la Cour par M[e] A Lombardo, avocat à Palerme.

Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M[me] E. Spatafora, et son coagent, M. G. Mauro Pellegrini.

Les requérants se plaignaient de la durée des procédures « Pinto » et du retard dans l'exécution ou bien de la non-exécution de décisions « Pinto ».

Les requêtes avaient été communiquées au Gouvernement.

EN DROIT

Après l'échec des tentatives de règlement amiable, le 9 juin 2015 le Gouvernement a informé la Cour qu'il envisageait de formuler une

déclaration unilatérale afin de résoudre la question soulevée par les requêtes. Il a en outre invité la Cour à rayer celles-ci du rôle en application de l'article 37 de la Convention.

La déclaration était ainsi libellée :

> « Le Gouvernement italien, compte tenu de la jurisprudence de la Cour bien établie en la matière (*Gagliano Giorgi c. Italie*, n° 23563/07, 6 mars 2012 ; *Gaglione et autres c. Italie*, n°s 45867/07 et autres, 21 décembre 2010), reconnaît que la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou le retard dans le paiement de l'indemnisation « Pinto » ont entraîné la violation des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1 dans les requêtes en annexe.
>
> Le Gouvernement italien, de plus, offre de verser (...) :
>
> - la somme accordée par la décision « Pinto » en question, réévaluée et majorée des intérêts légaux à la date du paiement, dans le cas et dans la mesure où cette somme n'a pas encore été payée ;
>
> - 200 EUR (deux cents euros) – couvrant tout préjudice moral découlant de la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou du retard dans le paiement de la somme Pinto, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requérant ;
>
> - 30 EUR (trente euros) – couvrant l'ensemble des frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requête.
>
> Ces sommes seront payées dans les trois mois suivant la date de la notification de la décision de la Cour rendue conformément à l'article 37 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. A défaut de règlement dans ledit délai, le Gouvernement s'engage à verser, à compter de l'expiration de celui-ci et jusqu'au règlement effectif des sommes en question, un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne, augmenté de trois points de pourcentage. Ce versement vaudra règlement définitif de l'affaire.
>
> Le Gouvernement estime que ces sommes constituent un redressement adéquat de la violation à l'aune de la jurisprudence de la Cour en la matière (*Gaglione et autres c. Italie*, précité).
>
> Le Gouvernement invite respectueusement la Cour à dire qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes et à les rayer du rôle conformément à l'article 37 de la Convention. »

Par une lettre du 22 juin 2015, les parties requérantes ont indiqué qu'elles étaient satisfaites des termes de la déclaration unilatérale.

La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 37 de la Convention, à tout moment de la procédure, elle peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances l'amènent à l'une des conclusions énoncées aux alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de cet article. L'article 37 § 1 c) lui permet en particulier de rayer une affaire du rôle si :

> « pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête ».

La Cour rappelle aussi que, dans certaines circonstances, il peut être indiqué de rayer une requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) sur la

base d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur même si le requérant souhaite que l'examen de l'affaire se poursuive.

À cette fin, la Cour doit examiner de près la déclaration à la lumière des principes que consacre sa jurisprudence, en particulier l'arrêt *Tahsin Acar* (*Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], n° 26307/95, §§ 75-77, CEDH 2003-VI, *WAZA Spółka z o.o. c. Pologne* (déc.), n° 11602/02, 26 juin 2007, et *Sulwińska c. Pologne* (déc.), n° 28953/03, 18 septembre 2007).

La Cour a établi dans un certain nombre d'affaires, dont celles dirigées contre l'Italie, sa pratique en ce qui concerne les griefs tirés, sur le terrain des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1, du retard dans l'exécution des décisions de justice (voir, par exemple, *Bourdov c. Russie*, n° 59498/00, §§ 37-42, CEDH 2002-III ; *Metaxas c. Grèce*, n° 8415/02, §§ 24-31, 27 mai 2004) et, en particulier, des décisions « Pinto » (*Simaldone c. Italie*, n° 22644/03, §§ 48-64, 31 mars 2009 ; *Gaglione et autres c. Italie*, n°s 45867/07 et autres, §§ 32-45, 21 décembre 2010 ; *Belperio et Ciarmoli*, n° 7932/04, §§ 39-49, 21 décembre 2010).

Eu égard à la nature des concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu'au montant de l'indemnisation proposée – qui est conforme aux montants alloués dans des affaires similaires –, la Cour estime qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, et eu égard en particulier à sa jurisprudence claire et abondante à ce sujet, la Cour estime que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles n'exige pas qu'elle poursuive l'examen des requêtes (article 37 § 1 *in fine*).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, les requêtes pourraient être réinscrites au rôle en vertu de l'article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), n° 18369/07, 4 mars 2008).

En conséquence, il convient de rayer les affaires du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

Décide de joindre les requêtes ;

Prend acte des termes de la déclaration du gouvernement défendeur et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

Décide de rayer les requêtes du rôle en application de l'article 37 § 1 c) de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 24 septembre 2015.

Karen Reid
Greffière

Ledi Bianku
Président

ANNEXE

N°	**Requête N°**	**Introduite le**	**Requérant** **Date de naissance** **Lieu de résidence**	**Représenté par**
1.	40362/11	30/03/2011	**Giovanna Filomena RIOLO** 09/08/1945 Catane **Maria Teresa PIETRASANTA** 22/10/1942 Catane	Angela LOMBARDO
2.	40377/11	30/03/2011	**Francesca DI SPARTI** 29/11/1933 Palerme **Emanuele GIANNONE** 18/03/1944 Palerme **Giovanni Francesco BEVILACQUA** 06/07/1930 Palerme **Liborio MARZIANI** 20/07/1923 Palerme **Francesca FRANCO** 06/08/1934 Palerme **Elio BUCCHERI** 25/08/1948	Angela LOMBARDO

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Palerme **Antonino BARONE** 14/10/1932 Palerme **Maria Mirella VELLECA** 10/01/1934 Palerme **Stefano COSTANZA** 28/08/1949 Agrigento **Giuseppe QUINCI** 12/02/1937 Palerme **Ernesto CALASCIBETTA** 14/04/1935 Palerme	

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
3.	40426/11	30/03/2011	**Michele NEGRETTI** 22/02/1932 Catane **Gaetana Carmela PASSANISI** 16/02/1946 Catane **Antonina Rita LASTRINA** 16/04/1944 Catane **Salvatore CALABRETTA** 23/04/1939 Aci Castello **Carlo Francesco PURRELLO** 08/04/1935 San Gregorio di Catane **Sebastiano TROVATO** 07/02/1926 Catane	Angela LOMBARDO
4.	40427/11	30/03/2011	**Francesca BONVISSUTO** 09/11/1949 Palerme **Benito DI FEDE** 28/01/1940 Palerme **Vittoria CATALANO** 22/08/1941 Cinisi **Saverina CATALANO** 05/08/1937 Marineo **Salvatore CIRINCIONE** 13/08/1930 Palerme	Angela LOMBARDO

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Paolo RAUSEI 02/02/1947 Reggio Calabria **Antonino PROTO** 21/08/1929 Palerme **Rita ZIMBARDO** 21/11/1933 Capaci **Antonino BENANTI** 08/07/1934 Palerme **Antonino GULLO** 14/10/1932 Monreale	
5.	40428/11	30/03/2011	**Maria CAFEO** 23/08/1939 Messine **Francesco BERTINO** 26/09/1936 Valdina **Tarcisio PADOVANO** 11/11/1934 Messine **Paola GUERRERA** 14/03/1940 Messine **Giuseppe CALOGERO** 03/11/1934 Messine **Rosina CURTO** 14/12/1923 Messine **Vittorio PANETTA** 27/04/1931 Messine **Rita Carmela GIUNTA** 13/10/1940	Angela LOMBARDO

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Messine **Maria ACQUA** 14/05/1945 Messine **Francesco DE GAETANO** 07/05/1937 Milazzo **Bartolo PINO** 01/08/1937 Messine	
6.	40430/11	30/03/2011	**Giuseppe MANCINO** 14/02/1941 Palerme **Francesco INTERLANDI** 11/04/1932 Catane **Alberto DI LEO** 22/06/1934 Monreale **Roberta TRAMONTANA** 25/03/1944 Palerme **Umberto BARBERI** 28/03/1931 Palerme **Maria Teresa PISANO'** 25/01/1931 Palerme **Francesco Orazio PRESTI** 03/07/1932 Palerme **Giuseppe Elvidio BUSA'** 28/10/1937 Palerme	Angela LOMBARDO

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Mauro BIONDI 28/08/1942 Palerme **Giuseppe MAMONE** 27/08/1929 Palerme	
7.	40431/11	30/03/2011	**Letterio MUNAO** 24/08/1937 Messine **Nicolo' MAMMOLA** 02/02/1926 Barcellona Pozzo di Gotto **Giuseppe MAGLITTO** 28/02/1934 Messine **Carmela LUCISANO** 28/02/1938 Messine **Anna TRIOLO** 22/09/1938 Messine **Teresa BROGIONI** 03/07/1941 Messine **Concetta IACONO** 05/01/1938 Messine **Giuseppina ISGRO'** 05/05/1934 Messine **Giuseppe ORIOLES** 13/06/1933 Messine **Giovanni LA FAUCI** 07/04/1931 Messine **Giuseppe OLIVERI** 25/01/1934	Angela LOMBARDO

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Messine **Riccardo SGROI** 14/04/1937 Messine	
8.	44061/11	30/05/2011	**Franca LA ROCCA** 07/06/1947 Capaci **Paolo SPECIALE** 28/02/1945 Partinico **Maria BUTTICE** 07/02/1956 Partinico **Giovanna PORCHIO** 29/05/1934 Palerme **Rosa PARRINO** 18/12/1950 Palerme **Patrizia BONOMOLO** 21/07/1956 Palerme	Angela LOMBARDO
9.	44068/11	29/04/2011	**Antonina GUGLIOTTA** 10/09/1932 Rometta	Angela LOMBARDO